

LA DÉFENSE NATIONALE

NORAD—LA RESPONSABILITÉ DES OPÉRATIONS
AU CANADA

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, j'ose exprimer l'espoir qu'après quelques instants vous avez refait le plein d'obligeance. Permettez-moi d'adresser ma question au ministre de la Défense nationale. Est-il officiel, comme le rapportent les journaux d'aujourd'hui, que le Canada a accepté d'assumer une part de la responsabilité autrefois confiée aux États-Unis en ce qui a trait aux opérations de NORAD au Canada et, si oui, la décision a-t-elle été fondée en partie sur la révision ministérielle de la politique de défense?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, d'après l'article paru dans les journaux, on doit réduire le nombre des régions visées par l'Accord de NORAD. De ce fait, la région surveillée à partir de North Bay va être agrandie par quelque 370,000 milles carrés de territoire canadien, dont la surveillance va maintenant relever de cette région particulière. Pour ce qui est de la politique du gouvernement, je crois que cela répond au vœu exprimé dans la déclaration de principe du 3 avril, selon lequel les Canadiens devraient participer davantage à la surveillance et au contrôle de leur propre territoire.

L'OTAN—LE REMPLACEMENT DES TROUPES
CANADIENNES

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. A-t-il l'intention de profiter de la présence des distingués sénateurs et représentants du Congrès des États-Unis...

Une voix: Ils sont partis.

L'hon. M. Hees:...pour leur expliquer par qui le Canada s'attend qu'on remplace les troupes canadiennes qui doivent être rappelées de l'OTAN?

M. l'Orateur: Le député devrait adresser sa demande à l'Orateur qui pourrait la transmettre en son nom à la délégation parlementaire.

L'OTAN—LE RÔLE DU COMMANDEMENT
MARITIME

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de la Défense nationale. A la lumière de ses observations et commentaires à la télévision hier soir, sera-t-il bientôt

en mesure de faire une déclaration définitive à la Chambre sur le rôle du commandement maritime?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, je devrai, je crois, rattacher cette question à celle de l'OTAN car j'ai dit à la Chambre l'autre jour avoir consenti à consulter SACLANT au sujet du rôle maritime des nos forces. D'autre part, j'ai dit vouloir essayer de dire à la Chambre, avant le congé, quel serait le résultat du fait qu'on ait fixé un plafond au budget pour trois ans. Je ne suis pas sûr cependant que je puisse dire alors ce que cela représentera pour l'arme maritime de nos forces armées.

M. Forrestall: Le ministre pourrait-il alors préciser s'il compte faire une déclaration avant la fin de juin à propos de cet établissement dans la région Halifax-Dartmouth en marge de l'OTAN?

L'hon. M. Cadieux: D'une façon générale, les gens qui s'intéressent aux affaires navales devraient être réconfortés par la déclaration de politique du premier ministre, puisqu'il est évident que ce rôle-là doit être amplifié. Ainsi, je ne pense pas qu'on s'en inquiète.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA CHINE CONTINENTALE—LA MARCHÉ DES
NÉGOCIATIONS RELATIVES À LA RECONNAIS-
SANCE—LES INSTANCES DES ÉTATS-UNIS

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait-il indiquer les progrès, s'il y a lieu, enregistrés dans les négociations avec le gouvernement de la Chine communiste sur la reconnaissance de ce pays? Voudrait-il en outre dire à la Chambre, si, depuis environ une semaine, le gouvernement des États-Unis a présenté au Canada des instances pour lui demander de ne pas sacrifier le gouvernement et la population de la Chine nationaliste en reconnaissant l'autre Chine?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je répons d'abord à la seconde question. Je n'ai pas reçu d'instances et, à ma connaissance, le gouvernement des États-Unis n'en a pas présentées au gouvernement canadien dans ce sens. En vérité, je doute que ce gouvernement songe à protester de la façon indiquée par le député. Je ne crois pas que nous sacrifions personne. Notre objectif est de représenter le désir de tous les députés de la Chambre et de toute la population, savoir reconnaître enfin un pays de 700 millions d'habitants.